

5 novembre 2009

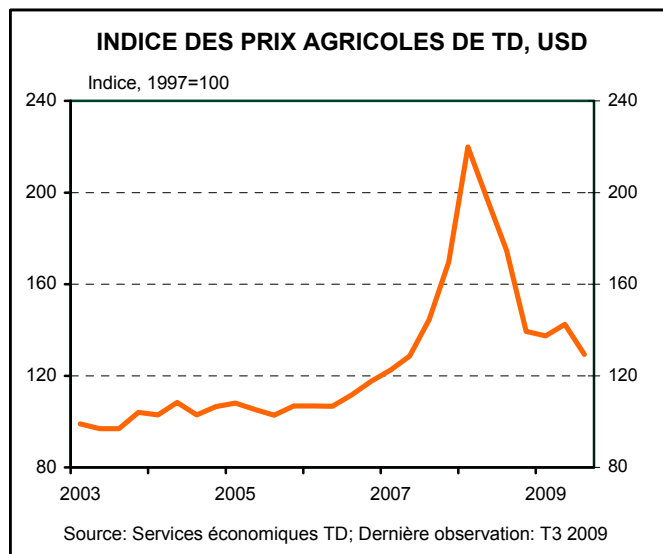
POINTS SAILLANTS

- Faibles possibilités de croissance des prix à court terme, car les marchés sont pour la plupart saturés
- Chute des prix compensée par la baisse du coût des intrants; le revenu agricole net réalisé pour 2009 s'approche de celui de 2008
- Perspectives à long terme toujours prometteuses, car la croissance de la demande suivra celle de l'industrie de l'éthanol et des biocarburants et celle des marchés émergents
- Traçabilité du bétail en passe de devenir un objectif de première importance pour le secteur dans les années à venir

PERSPECTIVES AGRICOLES CANADIENNES

Timide redressement dans la prévision des prix pour l'an prochain, mais les perspectives à long terme restent prometteuses

Après deux ans de fluctuations marquées des prix, le secteur agricole a connu une accalmie en 2009. Même au pire de la plus sévère récession mondiale enregistrée depuis cinquante ans, les prix agricoles, dans l'ensemble, se sont bien comportés au cours du premier semestre de l'année, car la population doit bien continuer de s'alimenter. Toutefois, après la récolte exceptionnelle de la campagne agricole 2008-2009, la situation s'est renversée, car les craintes d'une pénurie de denrées ont cédé la place à des stocks excédentaires encombrants. Entre-temps, le marché du bétail n'a pas bénéficié de l'habituelle recrudescence saisonnière de la demande durant les mois d'été où s'organisent les barbecues, car la demande de viandes de qualité supérieure est reliée au revenu des ménages, qui étaient en baisse. Aussi les tendances du secteur agricole sont devenues plus moroses, les prix fléchissant sous les pressions baissières au troisième trimestre.



Maintenant que la reprise économique à l'échelle mondiale semble plus assurée et que la plupart des autres secteurs d'activité s'apprentent à se redresser, qu'en sera-t-il du secteur agricole? Malheureusement pour les agriculteurs, les pressions à la baisse exercées récemment sur les prix se poursuivront à court terme, et 2010 n'apportera qu'une modeste remontée, car les stocks excédentaires de la plupart des produits agricoles ne seront pas épuisés. Malgré l'anémie relative des prix et la vigueur du dollar canadien, une baisse des coûts des intrants contribuera cependant à assurer une certaine stabilité des revenus agricoles cette année.

À long terme, toutefois, les perspectives du secteur agricole canadien demeurent plutôt radieuses. La demande de cultures en provenance de l'industrie de l'éthanol et des biocarburants, quoique passée au second plan dans les médias ces derniers temps, devrait rester solide. Les gouvernements ayant été réélus, il est probable que cette tendance continuera de soutenir la demande et les prix des récoltes. Il faut également s'attendre à ce que les marchés émergents soutiennent la demande de produits agricoles, car les populations aussi bien que les revenus continuent d'y connaître une croissance rapide, ce qui accroît le désir d'aliments

Dina Cover, Économiste

416-982-2555

mailto:dina.cover@td.com

de grande qualité, en particulier les viandes. En plus de soutenir directement les prix à l'échelle mondiale, les marchés émergents représentent d'énormes possibilités pour les agriculteurs canadiens, leur permettant d'exporter vers d'autres pays que les États-Unis. L'amélioration de la qualité et de la traçabilité constitue l'un des moyens de rendre l'offre des producteurs canadiens plus attrayante et de permettre à ces derniers de prendre de l'expansion sur des marchés étrangers, ce qui attirera sans doute beaucoup d'attention sur le secteur agricole dans les années à venir.

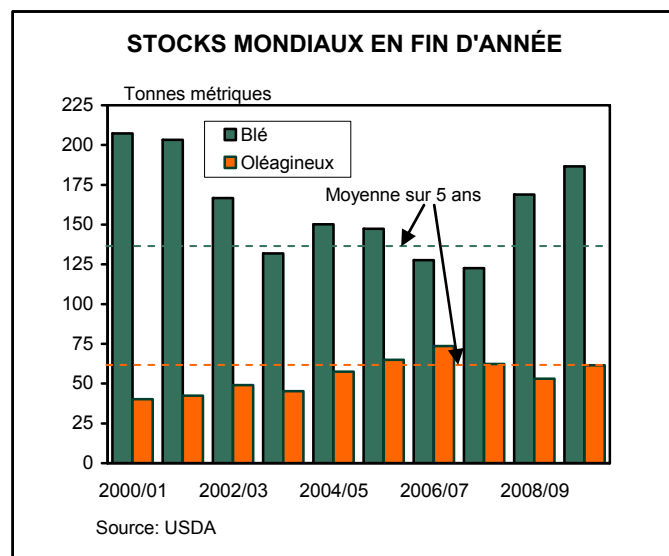
Marchés agricoles en perte de vitesse

Alors que les rendements et la production records enregistrés au cours de la campagne 2008-2009 avaient entraîné un débordement des stocks mondiaux, les prix des récoltes étaient tout de même restés solides en raison des conditions météo défavorables du printemps. En effet, les plantations tardives, les températures froides, l'humidité excessive et l'utilisation limitée des engrais suggéraient que les récoltes seraient pauvres dans l'ensemble. Six mois plus tard, toutefois, il semble que ces facteurs n'aient pas assez perturbé la croissance pour menacer les rendements à venir, et la production estimative de la campagne 2009-2010 est constamment révisée à la hausse; la récolte pourrait se révéler exceptionnelle encore une fois cette année.

Ce brusque revirement des attentes, qui n'avaient pas laissé présager les surplus considérables qui se sont constitués dans la plupart des pays producteurs de cultures agricoles, a été néfaste pour les prix. Au troisième trimestre, les perspectives de la production se sont améliorées alors que la demande estimative restait à peu près inchangée; les prix des cultures de référence, dont le blé et le maïs, ont chuté de plus de 15 %. Les prix ont donc touché leur plus

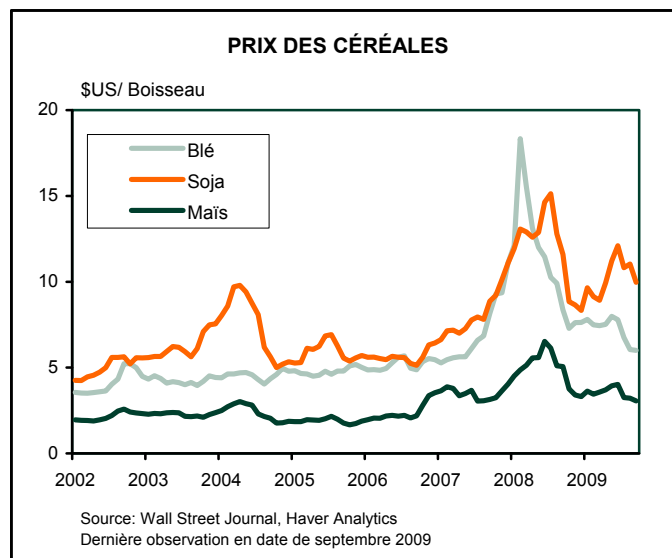
PRINCIPAUX PAYS RÉCOLTANT DES GRAINS					
Production de 2008 (Millions de MT)					
Rang		Blé		Orge	Colza
1	UE-27	151,3	UE-27	65,6	UE-27 18,9
2	Chine	112,5	Russie	23,1	Canada 12,6
3	Inde	78,6	Ukraine	12,6	Chine 12,1
4	É.-U.	68,0	Canada	11,8	Inde 7,0
5	Russie	63,7	Australie	7,0	Ukraine 2,9
6	Canada	28,6	Turquie	5,6	Australie 1,7

Source: USDA



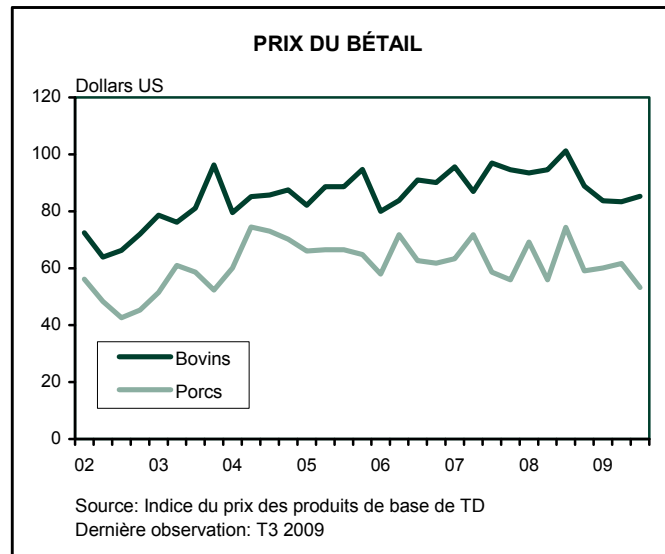
bas niveau depuis le milieu de 2007, avant la montée en flèche qui s'était produite juste après. La baisse des prix des oléagineux a été moins prononcée grâce à la vigueur de la demande extérieure. Les prix du soja ont baissé d'environ 5 %, tandis que ceux du canola n'ont reculé que de 1 % au cours du trimestre. En dollars canadiens, les baisses ont été encore plus marquées, car le huard a gagné plus de 6 % par rapport au billet vert.

Parmi les cultures, c'est le blé qui semble souffrir des plus gros excédents, comme le démontre la brusque chute des prix des derniers mois. Après qu'ils aient clôturé la campagne agricole 2008-2009 sur un sommet inégalé depuis six ans, on s'attend à ce que les stocks interannuels soient plus élevés de 12 % à la fin de la campagne 2009-2010. Mais sur d'autres marchés mondiaux, notamment celui du maïs, du soja et de l'orge, les tendances sont les mêmes : la production de 2009-2010 atteindra probablement de nouveaux sommets et suffira largement à la demande. À la fin de l'année, les stocks de la plupart des cultures devraient atteindre des records ou s'en approcher. Pour le Canada, le marché du canola a apporté quelque consolation, car la hausse fulgurante des exportations a en partie compensé



l'augmentation de la production. Cependant, si la hausse des exportations a permis de les maintenir dans les limites historiques, les stocks de fin d'année restent élevés. Les producteurs d'orge canadiens n'ont pas eu la même chance, car la vive concurrence livrée par d'autres grains de fourrage moins onéreux a freiné la demande et entraîné des stocks interannuels bien supérieurs à la moyenne quinquennale.

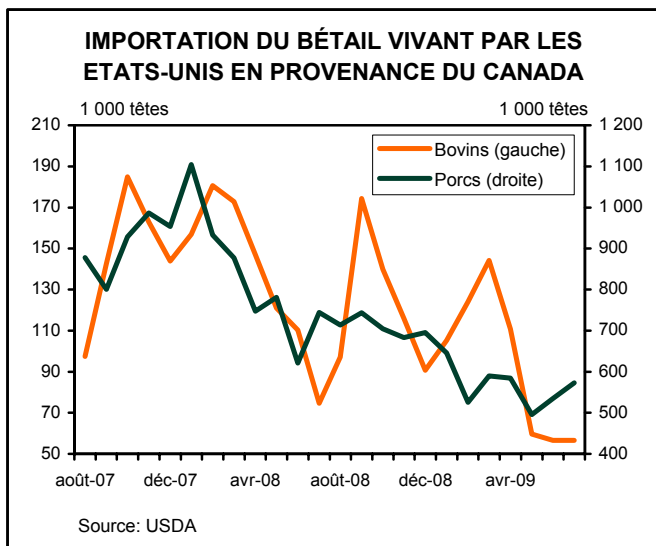
La demande n'a pas tellement contribué à équilibrer les marchés mondiaux. En fait, on ne s'attend pas à une remontée notable de la demande de céréales et d'oléagineux à court terme, car les stocks dans le monde entier ont été reconstitués après deux ans de diminution où les réserves étaient restreintes, d'autant que le nombre de têtes de bétail formant le cheptel continue de diminuer, ce qui réduit les besoins en fourrage. La consommation en provenance de l'industrie de l'éthanol et des biocarburants absorbe une partie des excédents de maïs et de soja, mais pas suffisamment pour compenser l'écart grandissant entre la production et la consommation. Comme il est peu probable que la demande



augmente de manière appréciable dans les prochains mois, il faudra beaucoup de discipline en matière de gestion des réserves ou des conditions météo nettement défavorables avant que les stocks excédentaires soient épuisés. Par conséquent, les perspectives des marchés des céréales resteront sans doute sombres au cours des deux ou trois prochains trimestres.

Le marché du bétail toujours en proie à des difficultés

En plus de la baisse de la demande provoquée par la récession, les éleveurs canadiens ont dû faire face à leur lot de difficultés. Aux États-Unis, la règle sur la mention du pays d'origine sur les étiquettes est entrée en vigueur en mars. En plus de devoir se soumettre à cette règle, les abattoirs des États-Unis ont été invités à prendre des mesures volontaires plus serrées lorsqu'ils traitent des viandes en provenance de l'extérieur. Les exportations canadiennes aux États-Unis ont diminué considérablement cette année par



L'envol du huard

Après avoir plongé à 76 cents US en mars, le dollar canadien a bondi de 27 % et frôlait la parité à la mi-octobre. Les principaux facteurs à l'origine de l'ascension rapide du huard sont l'affaiblissement du dollar américain, puisque le billet vert s'est déprécié par rapport à toutes les autres grandes devises au cours des derniers mois, ainsi que la hausse des prix des produits de base, notamment l'or et le pétrole. On a pu croire que le dollar canadien était nettement surévalué, mais plusieurs facteurs suggèrent au contraire qu'il est à peu près conforme à ses données fondamentales.

L'économie intérieure du Canada a fait preuve de beaucoup plus de résistance que celle des États-Unis. L'exceptionnelle fermeté du marché de l'habitation, la stabilité du système financier, la santé du marché de l'emploi et, par-dessus tout, la dette fédérale inférieure à celle des États-Unis sont autant de facteurs qui ont contribué à la montée du dollar canadien.

Il faut s'attendre à ce que la faiblesse du dollar américain persiste jusqu'à la fin du premier semestre de 2010. Comme les données fondamentales de l'économie canadienne sont plus solides que celles des États-Unis, il est probable que le huard reste élevé l'an prochain, atteignant un sommet de 102 cents US au deuxième trimestre, avant de revenir dans le milieu de la fourchette des 90 cents vers la fin de 2010.

suite de ces mesures : en juillet, les exportations bovines et porcines avaient baissé de près de 25 % par rapport à celles de juillet de l'an dernier. Devant l'impossibilité de parvenir à une entente avec les représentants officiels de Washington, Ottawa a réclamé le mois dernier la formation d'un groupe spécial de l'OMC pour régler le différend, alléguant que la règle sur la mention du pays d'origine était discriminatoire pour les éleveurs canadiens. Il faut habituellement compter environ neuf mois avant la publication d'un rapport définitif par un groupe spécial de l'OMC, de sorte que la législation continuera de tourmenter le marché canadien de l'élevage jusqu'en 2010.

À la fin d'avril, l'émergence de la grippe A (H1N1) a compliqué les choses pour le marché porcin. En effet, même si le virus ne peut pas être transmis par la consommation de porc, la grippe, d'abord appelée « grippe porcine », a repoussé les consommateurs, ce qui a joué encore à la baisse sur la demande. Depuis, la situation s'est tassée, bien que dans certaines parties du monde, en Chine, notamment, les consommateurs restent inquiets. En outre, la Chine constituait une destination de première importance pour les exportateurs de porcs depuis que le cheptel chinois de porcs a été touché en 2007 par la maladie dite « de l'oreille bleue ». Mais la production dans ce pays a repris depuis,

et la demande d'importations de porcs nord-américains a diminué.

Bien que le nombre de têtes du cheptel canadien ait diminué au cours des trois dernières années, l'offre du marché porcin reste excédentaire. En plus du Programme de réforme des porcs reproducteurs mis sur pied l'an dernier, le gouvernement canadien a annoncé d'autres mesures de soutien pour le secteur. Les fonds débloqués visent à réduire encore la taille des élevages en aidant les éleveurs en difficulté à se retirer graduellement de cette industrie. De plus, le gouvernement garantira les emprunts contractés par les exploitations toujours rentables afin d'aider celles-ci à surmonter la crise actuelle, et un Fonds de commercialisation du porc sera créé afin d'attirer de nouveaux acheteurs pour les porcs canadiens.

Faibles possibilités de croissance des prix à court terme

Le tableau ci-joint présente les projections à court terme des Services économiques TD à l'égard des prix des principaux produits agricoles en dollars américains et canadiens. Pour le reste de 2009 et le début de 2010, les prix des récoltes baisseront sans doute encore étant donné que la plupart des marchés sont déjà saturés et que la production projetée pour la saison des récoltes à venir est relativement

PRÉVISION PAR LES SERVICES ÉCONOMIQUES TD DU PRIX DES PRODUITS DE BASE AGRICOLES 2009-2011																
PRÉVISION EN DOLLARS US																
	Moyenne2 002-07	2009				2010				2011				Var. T4/T4 en %		
		T1A	T2A	T3A	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2009	2010	2011
Blé (\$/mt)	210	322	325	270	255	235	240	245	250	260	270	280	290	-21,1	-2,0	16,0
Orge (\$/mt)	115	131	146	150	135	130	135	145	150	150	145	145	140	-7,7	11,1	-6,7
Canola (\$/mt)	285	360	422	416	390	395	410	420	425	425	420	415	410	11,8	9,0	-3,5
Maïs (cents/bu)	244	356	388	317	315	305	320	330	340	345	350	365	360	-9,7	7,9	5,9
Bovins (cents/lb)	83	84	83	85	87	87	88	90	92	95	97	99	100	-2,2	5,7	8,7
Porcs (cents/lb)	59	60	62	53	50	52	54	57	59	60	63	65	68	-15,5	18,0	15,3
PRÉVISION EN DOLLARS CAN																
Blé (\$/mt)	269	405	378	289	255	233	235	250	269	283	297	311	326	-35,4	5,4	21,2
Orge (\$/mt)	147	165	169	161	135	129	132	148	161	163	159	161	157	-24,4	19,4	-2,4
Canola (\$/mt)	365	453	490	445	390	391	402	429	457	462	462	461	461	-7,9	17,1	0,8
Maïs (cents/bu)	312	449	451	339	315	302	314	337	366	375	385	406	404	-26,0	16,0	10,7
Bovins (cents/lb)	106	106	97	91	87	86	86	92	99	103	107	110	112	-19,8	13,7	13,6
Porcs (cents/lb)	76	76	72	57	50	51	53	58	63	65	69	72	76	-30,7	26,9	20,5

Source: Prévision par Services économiques TD en date de novembre 2009

Blé: 1 CWRS, Canada: St Lawrence, 13,5% (CAD/mt)

Orge: Canada: Cash Prices: Feed Barley: Lethbridge: Grade 1 CW (CAD/mt)

Canola: Canada: Cash Pr: Canola: Instore Vancouver: Grade 1 Canada NCC (C\$/mt)

Maïs: #2 yellow: Central IL:(\$/bu)

Bovins: Live Cattle Futures Price: 1st Expiring Contract Open (Cents/lb)

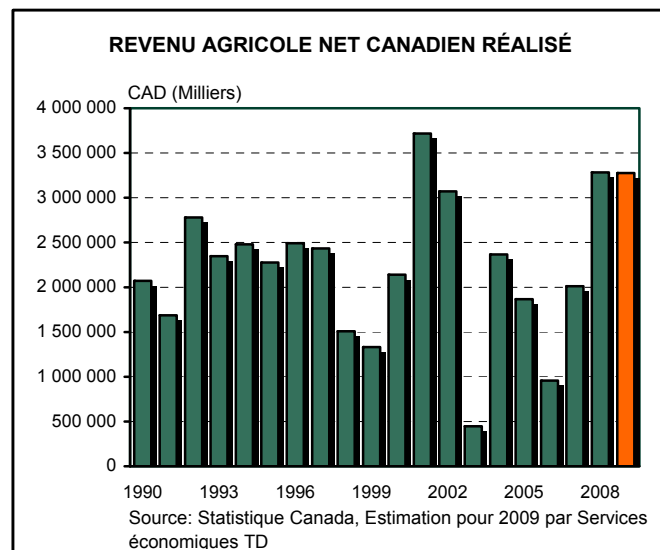
Porcs: Lean Hogs Futures Price: 1st Expiring Contract Open (Cents/lb)

bonne. Cependant, bien qu'il faille s'attendre à ce que les prix se retranchent vers leur creux sur trois ans, la tendance structurelle à long terme qui est à la hausse depuis le début de la décennie devrait rester la même. Malgré plusieurs obstacles, le sort du secteur de l'élevage s'améliorera quelque peu. Le marché du bétail a déjà commencé à se resserrer et, même si les porcs sont encore en vaste surnombre, les prix sont déjà tellement bas qu'ils ne peuvent plus vraiment descendre davantage. La vigueur du dollar canadien limitera aussi les exportations, bridant la demande et contenant par le fait même les prix au Canada. Quelques-uns des facteurs qui sous-tendent la vigueur du dollar sont analysés dans l'encadré à la p. 3.

D'ici la fin du premier semestre de 2010, les prix devraient se stabiliser et, à moins d'une nouvelle récolte exceptionnelle en 2010-2011 ou de l'apparition d'un nouveau virus animal, les prix devraient recommencer à monter. C'est sur le marché du blé que les stocks interannuels seront sans doute les plus importants, aussi est-il permis de penser qu'une partie des superficies agraires sera détournée du blé pour accueillir d'autres cultures comme le canola et l'orge. Les prix de ces deux grains pourraient donc s'affaiblir, tandis que ceux du blé seront relativement vigoureux en 2011.

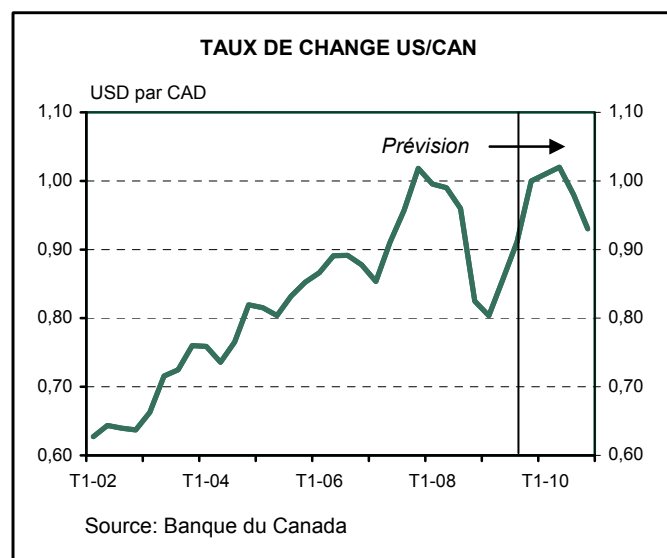
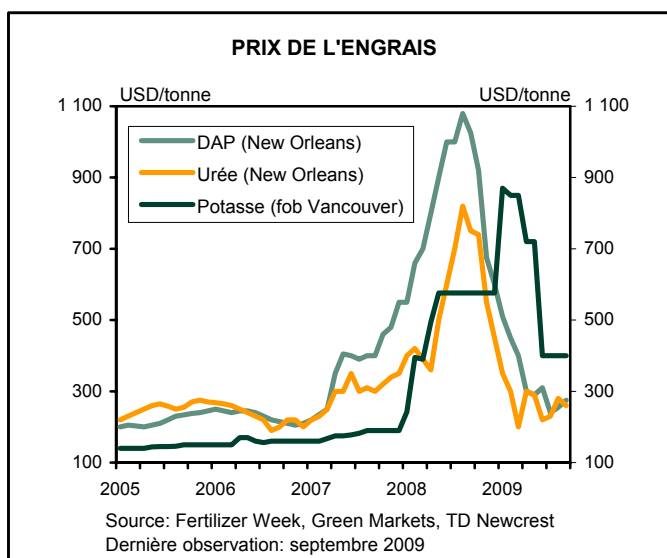
Revenu agricole net inchangé en 2009

Quel sera l'effet de la faiblesse des prix agricoles attendue pour le reste de l'année sur le revenu des exploitations agricoles? En 2008 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), le revenu agricole net réalisé a bondi de 65 % pour se situer en deuxième place derrière le plus haut niveau jamais atteint. Les cultivateurs en ont surtout profité, car les prix des céréales et des oléagineux ont largement compensé la hausse des frais d'exploitation;



les éleveurs ont pour leur part dû composer avec la hausse du coût du fourrage et la baisse des prix provoquée par la vigueur du dollar canadien. Cette année, bien que la situation ait changé, les revenus nets du secteur de l'agriculture seront probablement très semblables à ceux de 2008.

Les recettes monétaires agricoles, qui mesurent le revenu brut des agriculteurs, ont été publiées pour le premier semestre et révèlent un recul de 1,4 % par rapport à la période correspondante de 2008. Le secteur porcin s'est démarqué au cours du semestre, les recettes montant de 10 %, quoique les niveaux restent assez mornes. Par contre, l'industrie du bétail a subi un déclin de la demande américaine et une diminution des taux d'abattage. Aussi les recettes totales avaient-elles baissé de 3,2 % en juin malgré la hausse des prix. La baisse des prix obtenus pour les récoltes a été compensée par l'accroissement des exportations de blé et



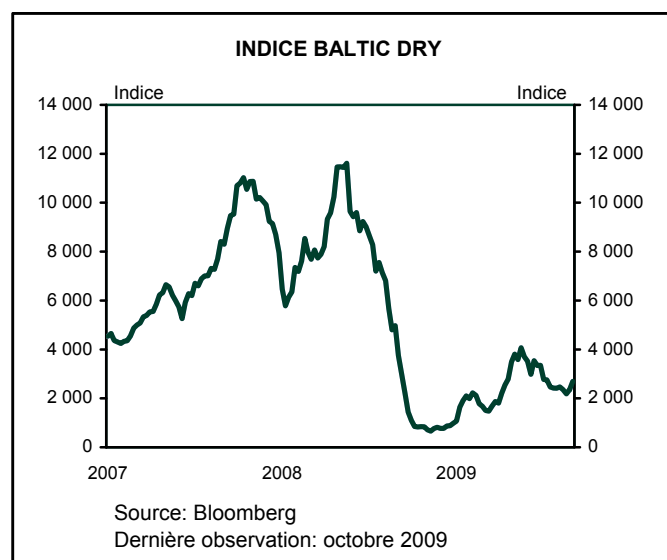
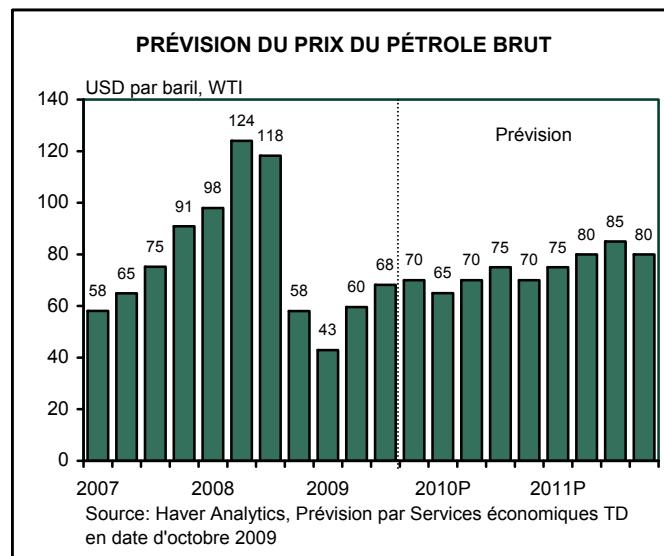
de canola, et les recettes de ce secteur ont monté de 2,4 % par rapport à celles d'il y a un an.

Les recettes du deuxième semestre devraient reculer encore, car les prix des céréales comme ceux du bétail ont descendu plus bas que les niveaux de l'an dernier, et il est peu probable qu'ils remontent avant la fin de l'année. Par contre, le coût des intrants ayant baissé lui aussi pendant l'année, le revenu agricole net réalisé restera sans doute assez près de celui de 2008. Les prix de l'énergie se sont repliés considérablement, les cours du pétrole brut ayant baissé de quelque 50 % par rapport à l'an dernier. De plus, le coût des transports, que mesure le Baltic Dry index, a été inférieur de près de 70 % à celui de 2008. Les prix des engrais ont aussi plongé par rapport aux sommets inscrits l'an dernier, bien que les cours de la potasse soient restés élevés pendant bien plus longtemps que ceux des engrais à base d'azote ou de phosphate. Les cours élevés de la potasse se sont simplement traduits par une utilisation moins généralisée de ce produit, ce qui en bout de ligne a fait baisser les cours. De leur sommet jusqu'à leur creux, c'est une baisse de 50 % qu'ont affichée les cours de la potasse, tandis que la chute des cours de l'azote et du phosphate était plutôt d'environ 75 %. Enfin, même si le dollar canadien approche la parité avec le dollar américain, sa valeur moyenne cette année (chiffree à 86 cents US jusqu'à maintenant en 2009) sera inférieure à celle de 2008 (qui était de 94 cents US), ce qui a soulagé quelque peu les exportateurs.

L'an prochain, les agriculteurs devront faire face à certaines difficultés qui pourraient affaiblir leurs résultats nets.

- Il faut s'attendre à ce que la récente vigueur du dollar canadien se poursuive encore l'an prochain; il devrait même monter jusqu'à 102 cents US au deuxième trimestre pour se retrancher jusqu'à 93 cents US à la fin de l'année. Mais comme plusieurs grandes devises suivent la même tendance par rapport au dollar américain, leur taux de change par rapport au dollar canadien fluctuera probablement moins. Par conséquent, la demande d'exportations provenant d'ailleurs que des États-Unis ne fléchira pas aussi fortement. En outre, bien qu'elle mine les exportations, la vigueur du dollar canadien aura pour effet de réduire le coût des intrants monnayés en dollars américains, dont le matériel agricole, ce qui apportera un peu de répit aux agriculteurs en ce qui a trait aux frais.

- Malgré la montée en flèche de leur revenu net en 2008, la dette des exploitations agricoles s'est établie l'an dernier à 14 % de plus que la moyenne de 2003 à 2007. Cette tendance à la hausse se poursuivra sans doute en 2009 et même en 2010. Toutefois, le coût des emprunts devrait rester bas, car il faut prévoir que la Banque du Canada maintiendra



les taux à 0,25 % jusqu'au quatrième trimestre de 2010.

- Les prix de l'énergie devraient s'élever quelque peu par rapport à ceux de 2009, qui seront toutefois contenus par la saturation des réserves qui assombrit les marchés. En effet, malgré l'accroissement de la demande qui accompagne la reprise économique, les cours du pétrole brut devraient se situer dans une fourchette de 65 \$ US à 75 \$ US le baril en 2010.

- Comme la demande amorce son redressement un peu partout dans le monde et que les produits de base entament une période de restockage, on peut s'attendre à une poussée des frais de transport des marchandises sèches en vrac, qui sont nettement inférieures aux moyennes des cinq dernières années.

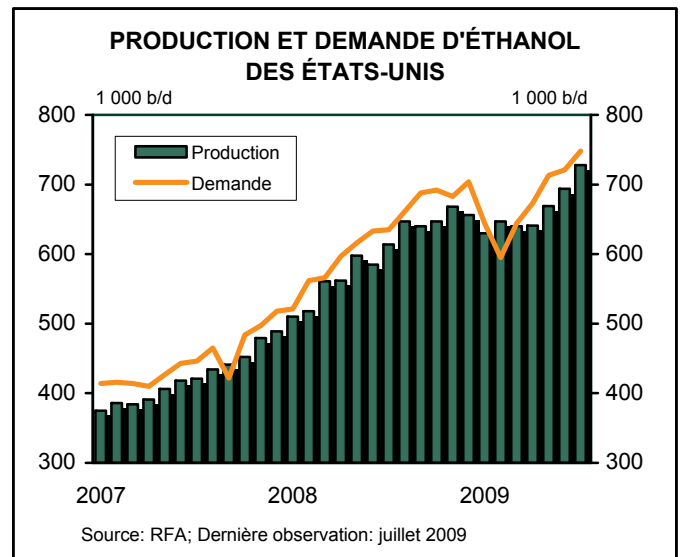
- Il est probable que les prix des engrais montent aussi l'an prochain. Certains agriculteurs décideront peut-

être d'utiliser des quantités réduites d'engrais encore une année, mais d'autres commenceront à revitaliser la terre pour ne pas compromettre les rendements, ce qui stimulera la demande. Cependant, s'il est probable que les prix des engrais reviennent à des niveaux supérieurs à la moyenne observée au cours des années qui ont précédé leur flambée, il serait étonnant qu'ils atteignent les sommets de 2008.

Étant donné la faiblesse des prix, la vigueur du dollar canadien et la stabilité, voire l'augmentation, du coût des intrants, le revenu net du secteur agricole risque de subir une baisse en 2010. Naturellement, ces prévisions se basent sur l'hypothèse d'une campagne agricole normale. La situation pourrait être radicalement différente si des conditions météo défavorables sévissent sur les principales zones agricoles.

Perspectives à long terme toujours radieuses

Les perspectives à long terme de l'agriculture canadienne restent très prometteuses, car la tendance à la hausse des prix amorcée au début de la décennie se poursuivra sans doute. La récession et la baisse du prix de l'essence ont émoussé la faveur dont jouissaient l'éthanol et les biocarburants. Cependant, malgré le départ de certains des gros acteurs du marché de l'éthanol pendant l'année, l'effondrement



des prix du maïs a permis aux producteurs d'éthanol de retrouver la rentabilité, si bien que la production s'est accrue. La production d'éthanol aux États-Unis a en effet atteint de nouveaux records chaque mois et a progressé de 17 % au cours du premier semestre par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

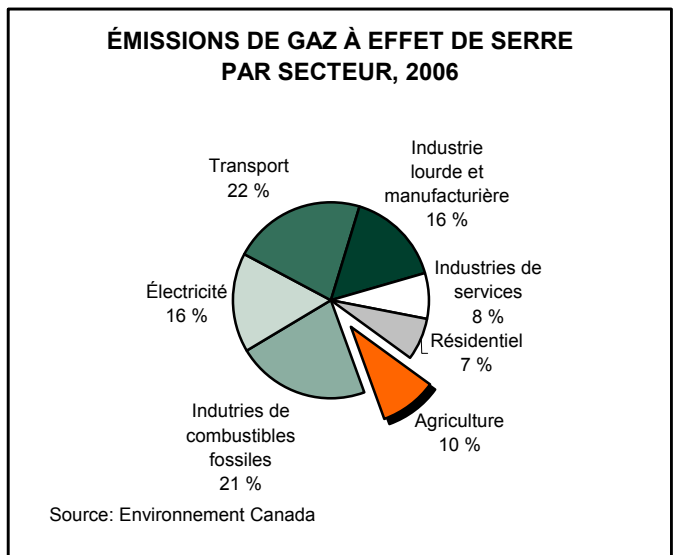
On a remis en question les avantages environnementaux

L'agriculture et les émissions de gaz à effet de serre

Le secteur de l'agriculture est responsable de près de 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Au Canada, l'agriculture a compté pour un peu moins de 10 % de ces émissions en 2006, alors que sa contribution à la production réelle ne s'est chiffrée qu'à 1,7 %. Il convient de noter cependant que l'agriculture est en mesure de limiter ses émissions au moyen de la modernisation de ses technologies et de ses systèmes de gestion. La modification des mélanges culturaux, des systèmes de culture et de l'exploitation des terres permettrait d'augmenter le stockage de carbone au sol ou dans le sous-sol, dans la terre et les plantes, alors que la modification des pratiques relatives à l'utilisation des engrais, à l'irrigation et à l'emploi des terres permettrait de réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane. Dans le secteur de l'élevage, l'amélioration des systèmes d'engraissement pourrait contribuer à réduire les émissions de méthane, tandis que la conversion des déjections en énergie contribuerait à compenser d'autres émissions.

Au vu de l'incidence de l'agriculture sur les émissions mondiales, certains organismes ont suggéré que ce secteur d'activité devrait compter parmi les principaux sujets qui seront abordés lors de la Conférence sur le changement climatique qui se tiendra à Copenhague en décembre. Mais il semble maintenant que le secteur ne sera pas le centre d'attention lors de la Conférence. L'un des grands négociateurs du groupe de travail a en effet précisé que l'incidence de l'agriculture serait laissée aux soins de chaque pays.

L'issue des négociations sur le changement climatique est encore inconnue, mais il est presque certain que le gouvernement canadien adoptera une politique sur le carbone d'ici deux ans. Les répercussions de cette politique nationale à venir sur l'agriculture sont encore imprécises, mais il est probable que les agriculteurs devront adopter de nouvelles pratiques de façon à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.



de l'éthanol à base de maïs, car son procédé de production, souvent alimenté par le gaz naturel, est plus énergivore que celui du pétrole brut ou de l'essence. Qui plus est, l'éthanol a des répercussions négatives comme l'utilisation accrue des terres, des engrais et des pesticides, nécessaire si on veut que la production de maïs augmente proportionnellement à l'intensification de la demande (provenant autant de l'industrie des biocarburants que de l'industrie alimentaire), mais qui risque d'appauvrir le sol et de détériorer la qualité de l'air et de l'eau. On a beaucoup discuté à savoir si ces répercussions négatives devraient être prises en compte contre l'industrie de l'éthanol si une réglementation stricte était adoptée pour régir les émissions de gaz à effet de serre, comme l'instauration d'un système de plafonnement et d'échange de droits ou l'imposition de cibles d'intensité

d'émissions. Tant que cet enjeu n'est pas résolu, nul ne sait de façon sûre quelles en seront les conséquences pour l'industrie de l'éthanol. Néanmoins, des commandes ont toujours cours aux États-Unis et devraient se multiplier au cours des prochaines années, ce qui maintiendra la demande. Le secteur de l'agriculture est dans son ensemble responsable d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi toute législation sur le changement climatique pourrait influencer considérablement sur les agriculteurs. C'est le sujet de l'encadré à la p. 7.

Pendant ce temps, malgré le ralentissement de cette année, dû à la récession, l'augmentation des revenus des ménages et l'accroissement de la population, en particulier dans les pays émergents, continueront d'assurer une progression constante de la demande de denrées de qualité, ce qui avan-

Les pays émergents à l'origine de la croissance de la demande

Le nouveau virage protectionniste des États-Unis remet au premier plan la nécessité pour le Canada de diversifier la destination de ses exportations. La législation sur la mention du pays d'origine sur les étiquettes déjà adoptée sert essentiellement à protéger les agriculteurs américains. Devant la lenteur de la reprise de son économie, le gouvernement américain pourrait même adopter de nouvelles mesures en ce sens. Or, les exportations canadiennes de céréales et de bétail sont largement destinées aux États-Unis; il est donc essentiel pour le secteur de l'agriculture d'élargir ses marchés d'exportation. Le secteur bovin a progressé dans cette direction l'an dernier, la Colombie et l'Arabie saoudite ayant accepté de rouvrir leurs frontières après les avoir fermées en 2003 lors de l'épizootie de la maladie de la vache folle. Le marché du canola s'est également illustré cette année, les exportations grimant de 40 % pour atteindre un niveau record; les deux principales destinations du canola ont été la Chine et le Japon.

De plus, le premier cycle de négociations entre le Canada et l'Union européenne concernant la signature d'un accord économique et commercial global a commencé vers la fin d'octobre. Toutefois, le secteur de l'agriculture risque de constituer le principal obstacle à ces négociations. En particulier, les représentants d'Ottawa ont déclaré que la régulation de l'offre en ce qui concerne les produits laitiers est l'un des sujets qui seront laissés en dehors des négociations. À l'inverse, les vastes subventions dont jouissent les cultivateurs européens constitueront sans doute un objet de litige pour les négociateurs canadiens.

S'il est certain que le Canada avance dans la bonne direction, il faut tout de même qu'il continue de conclure des accords de libre-échange bilatéraux, car les possibilités de croissance future des exportations agricoles mondiales sont abondantes. Les marchés émergents, en particulier, constituent une grande porte sur l'avenir, car la population et les revenus des ménages y connaissent une croissance rapide qui se poursuivra pour plusieurs dizaines d'années, ce qui propulsera la demande d'aliments de qualité supérieure. Les négociations du Cycle de Doha sont loin d'être terminées, mais les dirigeants du G20 ont laissé savoir qu'ils étaient déterminés à parvenir à une entente d'ici 2010. Si les pays concernés parviennent effectivement à un accord, ce dernier créera vraisemblablement une ouverture sur les marchés émergents pour le Canada.

La rumeur circule actuellement que la Chine – le plus gros importateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde – deviendrait auto-suffisante en denrées alimentaires. Et de fait, ce pays a fait des progrès considérables en matière de production agricole au cours des 30 dernières années, produisant même un surplus de céréales de temps à autre. Mais ce pays fait face à de sérieuses difficultés qui risquent d'altérer la croissance constante de sa production agricole. La pénurie d'eau et la perte de terres arables deviendront des obstacles majeurs à la production, tandis que l'augmentation plus modérée de la productivité limitera l'accroissement de la production. Le changement climatique est un autre facteur qui pourrait menacer, selon certains, la production de la Chine, bien que son incidence soit encore incertaine. Étant donné que la croissance de son agriculture semble restreinte et que l'urbanisation et l'expansion de sa classe moyenne inférieure se traduiront par une hausse des revenus des ménages entraînant à son tour une augmentation de la demande de produits alimentaires de qualité, il est probable que la Chine redevienne à long terme un importateur net de produits agricoles.

Selon les Services économiques TD, les pays émergents présentent néanmoins de belles possibilités pour le secteur canadien de l'agriculture. Bien que le Canada soit une nation relativement mineure sur le plan du commerce international, ce qui l'empêchera d'accaparer une grande part de ces marchés, le soutien renouvelé des gouvernements et les négociations commerciales en cours contribueront à y accroître la visibilité des produits canadiens. De même, l'adoption de politiques – comme un système de traçabilité, par exemple – plus strictes que celles des autres grands exportateurs pourrait conférer au pays un avantage concurrentiel.

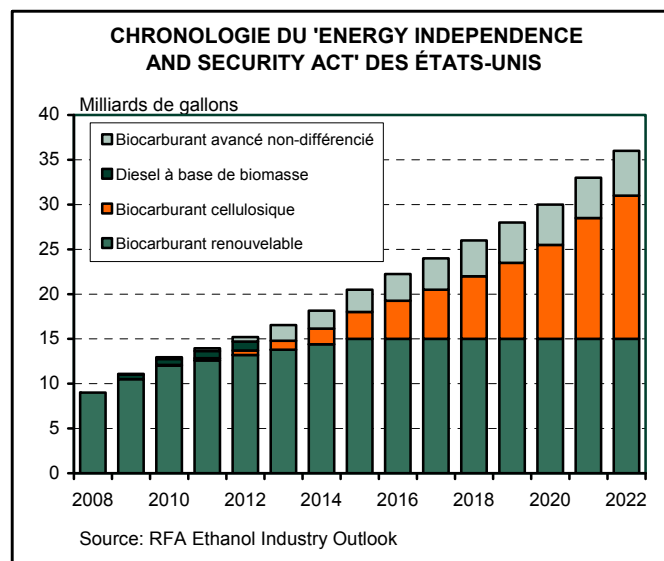
tagera la culture des céréales comme l'élevage. (Consulter l'encadré à la p.8 pour plus de détails.) Pour profiter de cette intensification de la demande, les agriculteurs canadiens devront s'efforcer d'élargir leurs marchés d'exportation.

La nécessité d'élargir les horizons pour englober d'autres pays que les États-Unis est tout aussi prépondérante pour le secteur de la transformation alimentaire, qui est le secteur de fabrication le plus important au Canada au chapitre de la valeur des expéditions. En fait, on pourrait même avancer que le Canada passe à côté de nombre d'occasions d'ajouter de la valeur à ses produits agricoles avant de les exporter. Pour véritablement faire sa marque sur le marché mondial, toutefois, le secteur de la transformation alimentaire devra investir avec détermination dans la technologie, la recherche et le développement, la compression des coûts et l'efficacité. Si ces conditions sont remplies, le Canada en tirera toutefois d'énormes avantages.

Traçabilité du bétail : la voie de l'avenir

L'une des façons de rendre les produits canadiens plus attrayants sur les marchés extérieurs serait de rehausser les dispositions relatives à leur traçabilité. Toutes les épizooties qui ont frappé le bétail et les produits de la viande au cours des dix dernières années ont fait de cet enjeu une nécessité de plus en plus criante si les producteurs souhaitent rester concurrentiels sur la scène internationale. En fait, la traçabilité et la vérification de l'âge des bestiaux sont les exigences minimales préalables à l'accès à plusieurs marchés asiatiques, où le marché de la viande de qualité supérieure est susceptible de connaître une augmentation rapide au cours des prochaines décennies.

Les représentants du gouvernement ont reconnu la valeur qu'un système national apporterait au Canada. À leur réunion de juillet dernier, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture ont convenu de l'adoption d'ici 2011 d'un système national de traçabilité exhaustif et obligatoire qui sera financé par le pays et régi par un cadre de réglementation national. Le Système national de traçabilité des produits agricoles et agroalimentaires visera d'abord le bétail et la volaille. Certaines provinces ont déjà pris de l'avance, le Québec ayant été la première province à mettre sur pied, en 2001, un système complet de traçabilité utilisant une technique d'identification par fréquence radio pour faire le suivi des bovins et des ovins. Cette année, l'Alberta a mis sur pied son propre programme, qui comprend l'identification obligatoire immédiate pour tous les éleveurs et la vérification obligatoire de l'âge des bovins pour toutes les bêtes nées à partir de cette année. Le



système national de traçabilité se fondera sur les mesures déjà en place.

Les avantages d'un système national de traçabilité obligatoire sont entre autres les suivants : réagir rapidement et efficacement au déclenchement de toute épizootie, rassurer les consommateurs et réduire les répercussions économiques, ce qui pourrait éventuellement déboucher sur un accès plus facile aux marchés mondiaux, voire améliorer les prix des produits agricoles canadiens. Cependant, on a soulevé la question du coût que représenterait l'adoption d'un tel système pour les éleveurs. Il est impossible à l'heure actuelle de répondre à cette question étant donné le fait que les détails du programme restent à être établis. Toutefois, il a été souligné que les coûts seraient répartis sur toute la chaîne de valeur des produits alimentaires et partagés par les gouvernements, et qu'ils seraient proportionnels aux avantages que procurera le système. Le soutien gouvernemental s'est déjà manifesté. En 2008, le gouvernement provincial de l'Alberta a annoncé qu'il investirait 356 M\$ dans un programme de stratégie à long terme afin de rendre l'industrie de l'élevage plus concurrentielle. En juillet dernier, le gouvernement fédéral a fait connaître son intention d'investir 20 M\$ dans une nouvelle Initiative de traçabilité des encans de bétail qui contribuera à améliorer la traçabilité des installations où les bêtes de plusieurs troupeaux se mêlent entre elles. Le financement proviendra du Fonds de flexibilité pour l'agriculture, qui fait partie du Plan d'action économique du Canada. Dans l'ensemble, bien que le système risque de représenter un coût supplémentaire pour les éleveurs, le système national de traçabilité rehaussera leur capacité de livrer concurrence et ouvre donc une nouvelle ère pour l'industrie canadienne de l'élevage.

Ce rapport est présenté par les Services économiques TD pour les clients du Groupe Financier Banque TD. Il est à des fins d'information seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Le rapport ne fournit pas de matériel d'information sur les activités et les affaires du Groupe Financier Banque TD et les membres des Services économiques TD ne sont pas les porte-parole de Groupe Financier Banque TD à l'égard de ses activités et ses affaires. Les informations contenues dans ce rapport ont été établies à partir de sources considérées comme fiables, mais leur exactitude n'est pas garantie. Le rapport contient une analyse et des points de vue économiques, y compris sur l'avenir économique et la performance des marchés financiers. Celles-ci sont fondées sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont assujettis à des incertitudes et risques inhérents. Les résultats actuels peuvent être sensiblement différents. La Banque Toronto-Dominion et les filiales et entités qui composent le Groupe Financier Banque TD ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions dans l'information, analyse ou de points de vue contenus dans le présent rapport, ou de toute perte ou dommage subi.